

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 15 décembre 2024

Plus le temps de bavarder, j'ai commencé à rédiger deux textes et je voudrais bien les terminer rapidement.

J'ai dû abandonner un tas de textes ces dernières semaines, parce que je ne pouvais plus me concentrer, car lorsque l'on réfléchit, apparemment les poumons et le cerveau ont besoin de davantage d'oxygène, la même chose se produit quand on parle, là vous me direz que c'est normal puisqu'on ouvre et ferme la bouche, on se livre à un exercice mécanique qui consomme de l'énergie, donc de l'oxygène, en infime quantité apparemment, mais pas que d'après ce que j'ai constaté. Je dois arrêter de parler pour reprendre ma respiration, et cela au bout de deux minutes seulement.

Plus étonnant encore, quand je fais du vélo entre 30 minutes et 1h30 en regardant un film, un documentaire ou un concert à l'ordinateur, je pense moins ou je suis moins concentré, je n'éprouve pas de difficulté respiratoire. Vous me direz que c'est normal puisque je m'oxygène en même temps que je pédale, sans doute, car sinon, dès que j'ai la moindre activité, j'ai la respiration qui se bloque. Par exemple me laver les dents, je ne déconne pas, cela me fait tousser, sauf les jours où j'ai fait du vélo ou un peu de marche, rester scotcher devant l'ordinateur toute la journée est néfaste pour la santé, c'est évident.

Je vais attendre la fin de l'année pour prendre de « *bonnes résolutions* », j'espère qu'une nouvelle guerre ne va pas nous pourrir encore la vie. On aura comme chaque fois une pensée pour tous les peuples dans le monde qui sont plus mal lotis que nous.

J'ai entendu que c'était la révolution qui avait guidé Lénine au cours de sa vie, le meilleur guide qui soit assurément, cela dit, bien peu y pensent encore parmi nous hélas ou en dilettante seulement, alors sans faire dans le sentimentalisme ou le pathos car ce je déteste cela, n'oublions jamais tous ceux qui sont victimes d'injustices quelque part dans le monde, soutenons-les comme nous pouvons.

En Inde, je suis réduit à l'impuissance, alors je rends quotidiennement de menus services à un tas d'Indiens pauvres de mon village, il n'y a que des pauvres ici, histoire de soulager un peu leur quotidien, et souvent c'est suffisant pour leur donner un peu de réconfort, leurs visages s'illuminent, ils sourient, ils deviennent loquaces, un vrai bonheur partagé, elle n'est pas belle la vie, bordel !

Bon dimanche.

Abu Mohammad al-Joulani, le n°1 du Front al-Nosra en Syrie issu d'al-Qaïda qui est également le n°2 de Daesh en Syrie est devenu le maître de Damas, et un macroniste a été nommé à Matignon, tout est dans l'ordre des choses !

Totalitarisme. Une impression ou une réalité ?

Australie : Une loi pour emprisonner les enfants dès 10 ans adoptée face à la criminalité juvénile - 20minutes.fr/AFP 13 décembre 2024

En Australie, l'assemblée de l'État du Queensland vient d'adopter un texte punitif permettant d'infliger les mêmes peines d'emprisonnement à des enfants de 10 ans qu'à des adultes. Une mesure prise dans le but d'enrayer « *la criminalité infantile* » qui progresse dans cet état célèbre dans le monde entier pour sa fabuleuse grande barrière de corail, ses plages de rêve et ses spots de surf. Derrière la carte postale se cache une autre réalité. Dans cet état où 25 % de la population est née à l'étranger, les autorités font face à une montée en flèche de la délinquance juvénile. Selon les statistiques officielles, le nombre d'enfants délinquants âgés de 10 à 17 ans au Queensland a augmenté de 6 % sur un an entre juin 2022 et juin 2023.

Son administration a reconnu que la loi était « *incompatible* » avec les droits humains et qu'elle aurait probablement un « *impact plus important* » sur les enfants aborigènes. Mais il a décidé de passer outre, et a pu compter sur le soutien des parlementaires travaillistes de l'opposition de centre gauche.

Les défenseurs des droits humains s'étouffent face à ce texte accusé de pénaliser de manière disproportionnée les enfants aborigènes.

Sur la situation politique et sociale en France.

L'extrême centre est une combinaison du Front populaire et de l'extrême droite, il est compatible avec les deux.

J-C - La tournure qu'a prise le capitalisme mondial ne permet plus aux vieux pays capitalistes de garantir un niveau de vie élevé à leurs populations. La régression sociale qui en découle, conduit une proportion toujours plus grande d'entre elles à rejeter les institutions, et donc les partis chargés d'appliquer cette politique antisociale.

Les vieux partis de l'ordre de droite comme de gauche sont usés jusqu'à la corde, par conséquent ils se retrouvent obligés de constituer des coalitions pour continuer à exister, quitte à céder leur place à l'un de leurs supplétifs figurant dans leur coalition, qui sera chargé d'appliquer leur programme à leur place pour ainsi dire à la lettre.

Après avoir alterné au pouvoir ou être fois parvenus au pouvoir, rapidement ils se retrouvent à leur tour rejetés et rapidement usés par l'exercice du pouvoir qui les aura rendu très impopulaire. Ces nouveaux partis sans assise populaire, sortent pour ainsi dire carbonisés à l'issue de cette épreuve, il ne leur reste plus qu'à se tourner vers les partis qui ne sont jamais parvenus au pouvoir, bien qu'ils ne présentaient pas une réelle menace pour les institutions ou le régime en place. Présentés comme

des opposants au régime, pour réaliser la sale besogne qu'on attend d'eux et sauver tant bien que mal leur réputation, ils vont être tentés d'exiger en retour quelques compensations aux grands ordonnateurs de cette mauvaise comédie...

François Bayrou Premier ministre, le choix de l'extrême centre - mesinfos.fr 13 décembre 2024

A l'heure où les extrêmes sont à la mode chez les électeurs et se partagent les sièges à l'Assemblée nationale, le président a donc choisi de miser sur "*l'extrême centre*".

Dans une Assemblée nationale où La France insoumise et le Rassemblement national prédominent, la nomination du maire de Pau est d'une certaine manière le triomphe de l'"*extrême centre*".
mesinfos.fr 13 décembre 2024

Et cela ne date pas d'hier.

J-C- Je n'ai pas eu le temps de creuser davantage ce sujet, mais je suis pratiquement sûr qu'en remontant à la création de l'UDF ou même bien avant, on remonterait à l'origine de cette (variante) idéologie.

Il est le précurseur du macronisme en quelque sorte, "*François Bayrou est en train d'inventer l'extrême centre*", c'est ainsi que le présentait Les Echos le 6 février 2007 (actualisé le 6 février 2017).

Bayrou ou le Premier ministre qui bénéficie de la « *bienveillance* » de RN.

Pour Politis du 13 décembre 2024 : Bayrou, l'homme dont personne ne voulait (pas même Macron) sauf le RN.

Le président de la République a fait le choix de la continuité en nommant à Matignon le premier – et sans doute le dernier – des macronistes. Assurément une nouvelle aubaine pour l'extrême droite, à laquelle Emmanuel Macron ouvre encore davantage les portes du pouvoir.

L'aventure d'Emmanuel Macron a commencé avec François Bayrou. Elle finira avec lui. Le président de la République a fait le choix de la continuité en nommant à Matignon le premier – et sans doute le dernier – des macronistes. Alors que les Français ont exigé une politique de rupture, il prend ainsi le risque d'aggraver plus encore la crise démocratique que traverse le pays.

Qu'ont dit les Français en juillet dernier à l'occasion des élections législatives ? Pour les deux tiers d'entre eux, à la faveur d'un front républicain, qu'ils ne voulaient pas du Rassemblement national. Dans la même proportion, ils ont rejeté en deux blocs (NFP d'un côté, RN de l'autre) la politique menée par Emmanuel Macron depuis sept ans. Enfin, sans plébiscite aucun, ils ont préféré la coalition du Nouveau Front populaire qui est arrivée en tête du scrutin.

Après un premier déni présidentiel qui a donné lieu au gouvernement le plus court de la Ve République avec Michel Barnier, Emmanuel Macron s'entête à ne pas laisser la gauche gouverner.

Ainsi les quatre formations de gauche constituant le NFP ont elles d'ores et déjà annoncé ne pas vouloir participer à cette mascarade gouvernementale qui avait pourtant pour but de réunir et la gauche et la droite dans un même gouvernement dit « *d'intérêt général* ». Et qui n'avait d'intérêt général que dans l'intérêt personnel d'Emmanuel Macron. Nouvel échec donc.

Le mantra macronien du « *en même temps* » prend l'eau une nouvelle fois. Pire, alors que le président de la République s'était engagé à ne plus dépendre du Rassemblement national devant les forces politiques réunies à l'Élysée la semaine dernière, Jordan Bardella assure « *qu'il n'y aura pas de censure a priori* », assurant au nouveau premier ministre une certaine forme de tranquillité et de stabilité à poursuivre la politique macronienne.

Comment alors ne pas imaginer que le RN n'a pas obtenu de garanties politiques ?

Si le patron du RN reconnaît que ce nouveau premier ministre « *n'a pas de légitimité démocratique* », il l'appelle néanmoins au « *dialogue nécessaire* ». Le regard bienveillant du parti lepéniste à l'endroit de François Bayrou ne date pas d'hier. Un « *élu respectable* » pour les députés du camp Le Pen. Une bienveillance qui a de quoi surprendre quand on retrace le parcours du Béarnais, qui a commencé sa carrière politique en 1982, il y a près de 42 ans.

Une faveur frontiste qui surprend d'autant plus que le maire de Pau et ses amis du Modem ont été de toutes les aventures de la droite et du centre depuis Jacques Chirac en passant par Nicolas Sarkozy et Emmanuel Macron. Ceux-là mêmes qui ont conduit le pays dans la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Tout ce que dénonce le FN-RN depuis des décennies. Comment alors ne pas imaginer que le RN n'a pas obtenu de garanties politiques – et sans doute certaines victoires dont il pourra se prévaloir dans les semaines à venir comme il l'a fait avec Michel Barnier – après tant de clémence ?

La vérité oblige à dire qu'Emmanuel Macron ne comptait pas nommer François Bayrou à Matignon. Mais en refusant de le nommer – ce qu'il avait pourtant confirmé à l'intéressé dès ce vendredi matin –, le Modem aurait sans doute quitté le « *bloc central* » qui ne compte plus grand monde, en dehors des macronistes et des centristes. C'est donc bien contraint par ses propres alliés qu'il a fini par céder. Le plus beau compliment qu'on puisse lui faire consiste à dire qu'il était le moins mauvais pour Matignon.

Parce qu'en réalité, le choix Bayrou ne satisfait personne : les macronistes étaient très divisés sur ce choix. Les Républicains n'en voulaient pas, la plupart n'ayant toujours pas digéré qu'il n'ait pas soutenu Sarkozy en 2007 et 2012. Et la gauche avait prévenu que le choix Bayrou serait une erreur. Finalement, seul le RN a volé à son secours. Certes timidement. Certes le couteau sous la gorge de Bayrou. Mais cette nouvelle nomination à Matignon constitue assurément une nouvelle aubaine pour le RN. Bayrou a fait élire Macron avec la promesse de faire reculer l'extrême droite, il vient de lui ouvrir les portes du pouvoir. politis.fr 13 décembre 2024

Bayrou est l'incarnation grotesque, caricatural de l'arriviste, de l'affairiste, malgré parfois les apparences, forcément !

Gouvernement d'un vendredi 13, Bayrou y marche du pied gauche - francesoir.fr 13 décembre 2024

Il attendait ça depuis longtemps, son heure est venue...

Pas si sûr que cela dure. Celui en qui on n'a pas forcément confiance en politique, mais faute de grive on mange des merles, arrive à point nommé, car il paraît que Le Drian n'a pas voulu de la patate chaude. Mais qui en voudrait ?

Plus centre mou, tu meurs... ce n'est pas certain qu'il fasse l'unanimité. Tout comme Barnier, lui n'a jamais rien fait, la politique est son métier et il en a vécu et pas trop mal. Son bâton de maréchal pourrait bien être un bâton merdeux, la conjoncture n'est pas très bonne.

N'était-ce pas lui qui traitait Macron d'"*hologramme, derrière lequel la finance prenait le pouvoir*".

Humiliation suprême, comme pour Darmanin qui affirmait que Macron serait le "*poison définitif*" d'un "*pays malade*", ou Philippe qui, de Macron disait, "*celui qui n'assume rien, mais promet tout*", voire de Le Maire, "*Macron, c'est de la soupe*"... Tous seront venus manger dans la main du maître quand celui-ci leur aura ordonné. Perversion suprême du palais dans une jouissance peu retenue..., avec déglutissage d'amour-propre.

Comme le disait l'adage, l'amour propre ne le reste jamais très longtemps. Ils auront été les Kleenex d'un pouvoir qui les a instrumentalisés sur le chemin d'une Europe de non élus, dictature d'une volonté à la sauce du World Economic Forum. francesoir.fr 13 décembre 2024

En famille. Même pas peur ! Pas besoin du 49.3 : Adopté, emballé, c'est pesé ! Pas de censure non plus, alors, rassuré ?

François Bayrou Premier ministre : Pourquoi le Rassemblement national est si bienveillant envers lui - Le HuffPost 14 décembre 2024

En 2022, lors de la campagne des élections législatives suivant la présidentielle, François Bayrou débat sur le plateau de France 2 avec Philippe Ballard (RN). "*Je ne sais pas si ça s'appelle extrême-droite*", lançait-il à propos du RN. De quoi flatter un parti en recherche de normalisation et de dédramatisation.

Nommé Premier ministre ce vendredi 13 décembre, François Bayrou n'a pour l'instant rien à craindre du Rassemblement national, a confirmé son président Jordan Bardella.

Le Rassemblement national y trouve aussi son compte. Si Marine Le Pen a mis en garde contre « *le prolongement du macronisme (...) qui ne pourrait mener qu'à l'impasse et à l'échec* », les troupes lepénistes ne censureront pas « *a priori* ».

Ce discours, François Bayrou pourrait bien y souscrire, en témoigne un épisode marquant de la campagne présidentielle 2022. À cinq jours de la date limite pour recueillir les 500 signatures indispensables pour se présenter, la candidate du RN Marine Le Pen est en difficulté : il lui en manque encore 86. C'est là que François Bayrou décide de lui venir en aide.

« *Je donnerai ma signature à madame Le Pen, annonce-t-il, non sans un petit pincement au cœur pour sauver la démocratie* ». « *Je considère que je ne peux pas défendre l'idée que le président de la République serait élu dans une élection de laquelle les principaux candidats seraient exclus* », justifie-t-il, tout en rappelant que « *signature ne fait pas soutien* ». La suite est connue : Marine Le Pen passe le seuil de signatures requises, se qualifie pour le second tour et perd (encore) face à

Emmanuel Macron. Mais le geste de François Bayrou a été enregistré : « *Le jour venu, il faudra s'en souvenir* », aurait-elle dit à ses troupes selon Le Point. Un renvoi d'ascenseur qui pourrait se faire dans l'enceinte de l'Assemblée nationale, lors d'un éventuel vote de confiance ou de l'examen des textes budgétaires 2025, dossier prioritaire sur le bureau du nouveau Premier ministre.

Reste un dernier point, qui a sans doute contribué à faire grimper la côte Bayrou dans le camp Le Pen : leurs ennuis judiciaires. Les deux ont comparu devant la justice pour des soupçons de détournement de fonds européens. En février 2024, François Bayrou avait été relaxé (mais son parti et plusieurs élus condamnés), avant que le parquet ne fasse appel. La date du nouveau procès n'a pas encore été fixée. Concernant Marine Le Pen, le parquet a requis en novembre l'inéligibilité avec exécution provisoire et cinq ans de prison dont deux fermes.

Cette demande d'inéligibilité, susceptible de priver Marine Le Pen d'une candidature à l'Élysée en 2027, avait déclenché la fureur du RN. Et valu à l'intéressée le soutien de François Bayrou, opposé à la demande d'exécution provisoire d'inéligibilité qui ne permet pas de faire appel de la décision. « *J'ai combattu le Front national à toutes les élections et dans tous les débats, parce que je ne partage pas ses idées et encore moins ses arrière-pensées. Mais je pense que dans la situation qui serait ainsi faite, un certain nombre de citoyens considéreraient qu'il y a quelque chose qui biaise la vie démocratique* », avait-il jugé le 24 novembre.

En dépit de désaccords de fond, « *nous avons toujours eu des relations correctes* » a réagi Marine Le Pen auprès du *Figaro* après l'annonce.

Pour Gaëtan Dussausaye, député du Rassemblement national, le choix de François Bayrou « *confirme le poids et l'importance du RN dans la prise de décision et dans la vie politique française* ». Aujourd'hui « *on ne peut pas faire sans nous. C'est ce que semble indiquer la nomination de François Bayrou* », poursuit-il, interrogé sur Public Sénat.

Bayrou présente une loi à l'Assemblée nationale, que se passe-t-il ? Les uns votent pour, les autres s'abstiennent, et le dernier quarteron minoritaire de LFI vote contre : Adoptée !

Bayrou nommé Premier ministre: le PS lui demande de renoncer au 49.3 en échange d'une non-censure - BFMTV 13 décembre 2024

Le Parti socialiste a notamment demandé vendredi 13 décembre au nouveau Premier ministre François Bayrou de s'engager à renoncer au 49.3, qui permet de faire passer une loi sans vote à l'Assemblée, en échange d'une non-censure des députés socialistes.

Le PS demande également dans ce courrier adressé à François Bayrou, et adopté à l'unanimité par le bureau national du parti, "*la garantie que (le) gouvernement ne se placera en aucune manière sous la dépendance du Rassemblement national, ni ne reprendra à son compte son programme xénophobe*".

Syrie.

L'Etat juif d'apartheid génocidaire ou le fascisme ordinaire.

Israël adopte une loi autorisant quatre ans de détention sans jugement, ni preuve - Réseau Voltaire 12 décembre 2024

Avika Fogel, un député israélien kahaniste (Otzma Yehudit, Force juive), président de la Commission de la sécurité nationale, a fait adopter par la Knesset, en septembre, une loi autorisant la police à effectuer une surveillance généralisée avec de nouvelles technologies, sans contrôle judiciaire.

Il a fait adopter en novembre, en première lecture, une loi autorisant un commandant de police et d'autres fonctionnaires à demander l'autorisation du président d'un tribunal de district ou de son adjoint pour infiltrer un ordinateur personnel ou un téléphone portable.

Il vient de faire adopter une troisième loi autorisant la police, sur instruction du procureur général, à prendre des mesures restrictives de liberté que le prévenu devra respecter au risque d'être soumis à quatre années d'emprisonnement. Il pourra s'agir d'une détention administrative, c'est-à-dire sans jugement, sur la seule base de renseignements classifiés, sans que la police ait à apporter de preuves.

Quelques infos et analyses à prendre au conditionnel.

Meyssan fait des révélations sur la guerre en Syrie - Réseau Voltaire 12 décembre 2024

Thierry Meyssan présente les accords secrets qui ont permis au Pentagone de renverser la République arabe syrienne. Sa narration est très différente de celle des grands médias quoi qu'elle ne les contredise pas. Edouard Husson réagit à ces révélations en les plaçant dans le contexte des pratiques gouvernementales occidentales.

Puis Thierry Meyssan dément la présentation que les médias internationaux font de la République arabe syrienne et de son président Bachar el-Assad. Sur ce point, il s'inscrit en faux contre la narration officielle. Edouard Husson pose la question des conséquences de cette propagande.

<https://www.youtube.com/watch?v=V0r47LBgx1c>

J-C – A écouter d'une oreille distraite en l'absence d'informations sourcées, où se croit-il Meyssan, à quelle époque, s'il veut parler en code ou en morse avec des gens qui se comprennent, qu'ils s'adressent à ces amis de l'armée française.

Ils sont passés à côté du facteur essentiel qui détermine tout le reste ou Meyssan l'a évoqué de manière grossière, l'économie, car il est à l'origine de toutes les guerres, y compris celles dites de religion, de tous les coups d'Etat qui en novlangue sont devenus poétiquement des révolutions de couleurs, des fleurs (jasmin en Tunisie).

Ce facteur est le nerf de la guerre que mènent les puissances impérialistes aux pays dominés, colonisés, sous-développés, fort de leur statut de première puissance mondiale financière et

militaire, les Etats-Unis et ses alliés ou vassaux commencent par intimider, menacer, déstabiliser politiquement les Etats dont le sous-sol renferme d'importantes réserves en matières premières.

Pour renverser ces Etats et en assurer le contrôle par la suite, les impérialistes vont les agresser militairement et occuper ces pays, de manière à s'emparer de leurs principales sources de richesses (Le pétrole et le gaz en l'occurrence au Moyen-Orient) qu'ils exploiteront pour leur compte, de sorte que la population sera réduite à la pauvreté, et les gouvernements de ces pays seront privés des moyens financiers pour y remédier ou améliorer leur sort, reconstruire les infrastructures qui auront été détruites lors de bombardements réalisés par leurs agresseurs occidentaux, pour aggraver leur situation et affaiblir davantage ces Etats, faire en sorte qu'ils ne puissent jamais se relever et affirmer leur indépendance, ils leur imposeront un sévère embargo, ce qui permettra aux impérialistes d'en demeurer les maîtres aussi longtemps que ces peuples ne se soulèveront pas pour les chasser et rétablir leur souveraineté.

Que ce soit en Irak, en Libye ou en Syrie, c'est le scénario qui s'est produit ou répété. En Syrie, ils ont occupé le nord de la Syrie et privé les autorités des revenus du pétrole et de l'agriculture qui auraient permis de satisfaire les besoins alimentaires de la population, en énergie, de disposer d'une importante rente pétrolière et gazière pour améliorer le sort quotidien du peuple syrien et reconstruire rapidement les infrastructures essentiels du pays.

C'est donc selon une stratégie politique déterminée, que les impérialistes anglo-saxons ont étranglé économiquement le pouvoir et le peuple syrien, afin de leur imposer un régime dictatorial à leur botte, qu'ils comptent maintenir en place sur fond de pauvreté, de terreur et de chaos généralisé, ce qui leur permettra de continuer de piller ses richesses. Pour autant, jamais dans le monde aucun régime reposant sur ces critères n'est parvenu à se maintenir en place indéfiniment, car les peuples n'ont jamais renoncé à leurs besoins ou aspirations.

Dans le cas de ces pays, pour leurs peuples, mettre fin au colonialisme économique et s'organiser sur le plan politique pour chasser leurs agresseurs ou conquérir leur souveraineté, s'avèrera une tâche impossible à réaliser aussi longtemps que les prolétariats des puissances occidentales qui les oppriment et les exploitent ne réaliseront pas leur propre révolution politique et sociale.

En complément.

J-C- Le récit fabriqué ou amplifié des médias littéralement hystériques destiné à faire passer les barbares du Front al-Nosra au pouvoir en Syrie pour une aubaine pour le peuple syrien à côté du « *sanguinaire* » Bachar al-Assad. Hier,

J'ai appris en écoutant monsieur Meyssan, qu'Abu Mohammad al-Joulani d'al-Qaïda n'avait pas seulement fondé le Front al-Nosra en Syrie, il était également le n°2 de Daesh en Syrie, l'organisation des exécutions sommaires sur la place publique, des coupeurs de tête, de mains, de démembrements, de crucifixions, d'éventrements et autres atrocités, d'innombrables massacres de civils innocents...

Question : Sérieusement, peut-on se fier à des infos provenant de médias qui soutiennent ce genre de monstres, qui font abstraction des atrocités qu'ils ont commis ? Il faut être cinglé ou bien malintentionné pour les croire, ou franchement malhonnêtes comme les ONG qui ont fabriqué des dossiers à charge contre la République arabe syrienne pour le compte de ses agresseurs.

On y reviendra demain ou dans quelques jours. En attendant, une leçon que les « *héritiers* » autoproclamés de Trotsky ont oubliée ou jamais compris, du coup, logiquement on retrouve ces

petits bourgeois à hurler avec les loups contre la République arabe syrienne, c'est-à-dire au côté de l'impérialisme américain, britannique et français et de leurs mercenaires bourreaux du peuple syrien.

Trotsky - « *Tenir compte* » des documents ne signifie pas les croire sur parole. Marx disait déjà qu'on ne pouvait pas juger les partis ni les individus sur ce qu'ils disent d'eux-mêmes. Le caractère d'un parti est déterminé beaucoup plus par sa composition sociale, son passé, ses relations avec les différentes classes et couches sociales que par ses déclarations verbales ou écrites, surtout quand elles sont faites au moment critique de la guerre civile. (Beaucoup de tapage autour de Cronstadt - Léon Trotsky 15 janvier 1938)

<https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1938/01/tapage.pdf>

Le vomi des médias mainstreams.

- Dans les ruines du régime Assad, des millions de pilules de captagon - AFP
- Captagon : « *La Syrie de Bachar al-Assad était un narco-Etat* » - Publicsenat.fr
- Syrie : Le captagon, « *cocaïne du pauvre* » et manne financière du régime de Bachar al-Assad -20minutes.fr
- Syrie : les rescapés de l'enfer des geôles d'Assad - France 24
- "*Trop de gens sont morts devant moi*": en Syrie, un survivant de Saidnaya témoigne de la torture au sein de la prison – BFMTV

Etc. Etc. Etc.

La Turquie dit avoir convaincu la Russie et l'Iran de ne pas intervenir en Syrie pendant l'offensive rebelle - RFI 14 décembre 2024

La Turquie a convaincu la Russie et l'Iran de ne pas intervenir en Syrie pendant l'offensive des rebelles qui a conduit à la chute de Bachar al-Assad, a affirmé vendredi le ministre turc des Affaires étrangères.

« *La chose la plus importante à faire était de parler aux Russes et aux Iraniens et d'être sûr qu'ils n'entreraient pas militairement dans l'équation. Nous avons parlé avec les Russes et les Iraniens, ils ont compris* », a déclaré Hakan Fidan lors d'un entretien diffusé en direct sur la chaîne privée turque NTV. « *Afin qu'il y ait un minimum de pertes en vies humaines, nous nous sommes efforcés d'y parvenir sans effusion de sang en poursuivant des négociations ciblées avec deux acteurs importants capables d'utiliser la force* », a-t-il poursuivi.

Pour le chef de la diplomatie turque, si Bachar el-Assad avait reçu le soutien de la Russie et de l'Iran, il y avait un risque que « *la victoire de l'opposition [...] prenne beaucoup de temps et cela aurait été sanglant* ». « *Mais les Russes et les Iraniens ont vu que ça n'avait plus aucun sens. L'homme dans lequel ils ont investi n'est pas un homme à investir. De plus, les conditions dans la région, ainsi que les conditions mondiales ne sont pas les mêmes* », a-t-il précisé.

HTS impose à la résistance palestinienne de désarmer et fermer ses bases en Syrie - thecradle.co 13 décembre 2024

Les nouveaux dirigeants de Damas prennent des mesures pour empêcher les Palestiniens de se défendre ou de résister à Israël.

Des représentants de Hayat Tahrir al-Cham (HTS), la nouvelle organisation extrémiste au pouvoir à Damas, ont informé les représentants des factions palestiniennes en Syrie qu'ils ne seraient plus autorisés à détenir d'armes, ni à disposer de camps d'entraînement ou de quartiers généraux militaires, a rapporté Ibrahim Amin, d'Al-Akhbar, le 13 décembre.

Ibrahim Amin ajoute que les factions doivent dissoudre leurs formations militaires dès que possible en échange d'un engagement politique et caritatif sous la bannière du nouvel État syrien.

Les factions palestiniennes, dont le Fatah, le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et le Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG), sont présentes en Syrie en tant qu'invitées du gouvernement depuis la Nakba de 1948.

Les États Unis, 45 ans après avoir fabriqué Al-Qaïda en Afghanistan, ont recommencé en Syrie. Ahmed al-Chareh, vrai nom de Joulani, relooké pour plaire au camp du Bien - Réseau International 13 décembre 2024

– Le mauvais djihadiste il égorge les hommes, lapide les femmes et viole les enfants...

– Et le bon djihadiste ?

– Ah bah c'est tout pareil... mais il bosse pour la CIA...

Retour en 2017 : Julian Assange révèle que Donald Trump et la CIA sont en désaccord sur la politique syrienne La priorité numéro un de la CIA – et le plus gros poste budgétaire – était de renverser Bachar al-Assad, a déclaré Assange à DW. Cependant, Trump a décidé de défier l'agence et de viser plutôt à éradiquer l'EI avec la Russie et le gouvernement d'Assad.

Son rejet des plans de la CIA visant à renverser Assad a déclenché un affrontement volatil entre les deux hommes et constitue probablement la véritable raison pour laquelle le coup d'État a eu lieu avant le 20 janvier.

Hayat Tahrir al-Cham, issu de la scission d'Al-Qaïda en Syrie, est responsable de crimes de guerre documentés, notamment contre les minorités et les femmes. En 2019, Human Rights Watch a documenté « 11 cas où HTS a arrêté des résidents de la ville d'Idlib pour avoir protesté pacifiquement contre sa gouvernance ou tenté de documenter des abus. Dans six de ces cas, les détenus ont été soumis à la torture ».

- <https://hrw.org/2019/01/28/syrie-arrestations-et-actes-de-torture-commis-par-un-groupe-arme>

- <https://thegrayzone.com/2021/06/09/washington-positioning-syrian-al-qaeda-mohammad-jolani-asset>

Alors que la province d'Idlib, au nord-ouest du pays, est sous le contrôle d'un «*gouvernement syrien de salut*» autoproclamé dirigé par la version rebaptisée de la franchise syrienne d'Al-Qaïda, et protégé sous l'égide militaire de la Turquie, État membre de l'OTAN, des éléments puissants, de Bruxelles à Washington, s'efforcent de légitimer son chef.

En juin dernier, PBS Frontline a diffusé une émission spéciale, «*The Jihadist*», comprenant une interview avec Abu Mohammad al-Joulani, président de facto du «*Gouvernement syrien du salut*» et fondateur de la branche syrienne d'al-Qaïda, initialement appelée Jabhat al-Nusra, aujourd'hui rebaptisée Hay-at Tahrir al-Cham, ou HTS.

Après avoir échangé sa tenue de combat contre un costume fraîchement repassé, Joulani s'est vu offrir l'opportunité autrefois impensable de se vendre à un public occidental et de promettre que ses forces ne représentent aucune menace pour le territoire américain parce qu'elles se concentrent simplement sur la guerre contre la population «*loyaliste*» de la Syrie.

En Syrie, les inquiétudes grandissent pour les minorités après la diffusion d'une vidéo montrant des rebelles exécutant des suspects - Les Observateurs 14 décembre 2024

Des vidéos remettent en question les promesses de protection

Cependant, des rapports et des vidéos diffusés sur les réseaux sociaux syriens font état de représailles meurtrières, jetant une ombre sur les promesses de protection formulées par le HTC. Les membres de la communauté alaouite semblent en être les principales cibles. Bien qu'ils ne représentent que 10 % de la population syrienne, les alaouites ont dominé les structures de pouvoir du pays pendant plus de quatre décennies sous le régime Assad. Leurs liens étroits avec le régime chiite iranien, soutien indéfectible de Bachar al-Assad, renforcent leur vulnérabilité sous le règne du HTC.

Une exécution de présumés "*shabiha*" filmée

Le 10 décembre, une vidéo publiée sur Telegram montre l'exécution de quatre hommes par des combattants du HTC. Les premières images révèlent deux corps : l'un sur le dos, l'autre face contre terre, les mains apparemment liées. Une voix s'élève alors, désignant les victimes comme des "*porcs shabiha*", en référence aux milices pro-régime connues pour leurs exactions. Deux hommes sont ensuite filmés à genoux. Tandis qu'un des combattants leur demande leur nom, d'autres les qualifient de "*Nusayriyah*", une insulte anti-alaouite, et scandent "*Allahu akbar*". Deux combattants, dont l'un arbore le drapeau noir portant le sceau de Mahomet, tirent ensuite en rafales à la Kalachnikov, tuant les deux hommes. Un troisième homme commente : "*Deux porcs tués dans le village de Rabia*" (Il existe au moins deux villages en Syrie portant ce nom, l'un dans le gouvernorat de Lattaquié, l'autre dans celui de Hama. Les rapports divergent sur le lieu exact de l'exécution).

D'autres vidéos, similaires, montrant des actes de représailles contre des collaborateurs présumés du régime ont également fait surface. Deux vidéos publiées le 10 décembre depuis Idlib montrent un corps traîné derrière une voiture sous les applaudissements d'une foule. L'une des vidéos est accompagnée d'une légende qui interpelle les dirigeants du HTC : "*Nous exigeons l'établissement*

d'un État avec un système judiciaire. Les voyous shabiha doivent être punis par la loi, pas par des actes comme celui-ci. Il n'y a aucune différence entre vous et le régime Assad".

Ces vidéos alimentent les craintes des citoyens syriens quant à leur avenir sous le contrôle du HTC. France 24 a recueilli les témoignages de Syriens issus des communautés alaouite, sunnite et chrétienne.

Mort d'un pays : Drapeaux noirs, massacres, accaparement de terres pendant que les vautours se nourrissent de la carcasse de la Syrie par Pepe Escobar- reseauinternational.net 13 décembre 2024

L'axe de fer des néocons straussiens, des Zio-cons et des psychopathes de l'Ancien Testament à Tel-Aviv est obsédé par la destruction de l'Axe de la Résistance, en utilisant leur réseau transnational de tueurs sanguinaires pour étendre le chaos et la guerre civile sectaire à toute l'Asie de l'Ouest. Dans ce scénario idéal, ils rêvent de frapper mortellement la tête du serpent : l'Iran.

Le sultan Erdogan, jouant le rôle de pigeon utile, a proclamé :

Une «*période brillante*» pour la Syrie a commencé.

En effet. Une période faste pour les coupeurs de têtes du Drapeau noir, les bombardiers de Tel-Aviv et les accapareurs de terres, qui se nourrissent de la carcasse de la Syrie.

<https://reseauinternational.net/mort-dun-pays-drapeaux-noirs-massacres-accaparement-de-terres-pendant-que-les-vautours-se-nourrissent-de-la-carcasse-de-la-syrie/>

Corée du Sud.

Corée du Sud : le président Yoon Suk-yeol destitué par le Parlement - RT 14 déc. 2024

Le président sud-coréen Yoon Suk-yeol a finalement été emporté, ce 14 décembre, par la crise déclenchée par sa tentative d'imposer la loi martiale. Après l'échec d'une première motion de destitution le 7 décembre, suite au boycott du vote par les députés du parti présidentiel, un deuxième texte, déposé par l'opposition cette semaine, a été adopté.

Selon le résultat annoncé par le président de la chambre, 204 députés ont voté en faveur de cette motion, 85 contre, huit bulletins ont été déclarés nuls et trois députés se sont abstenus. Deux cents voix étaient nécessaires pour destituer le président. Les 300 élus du Parlement sud-coréen étaient présents à l'occasion de ce scrutin.

Serbie.

Serbie : Washington s'apprête à sanctionner la principale compagnie pétrolière du pays, affirme Vucic - RT 14 déc. 2024

Les États-Unis s'apprêteraient à imposer des sanctions contre le groupe pétrolier et gazier Naftne industrije Srbije («*Industrie pétrolière de Serbie*», NIS), première capitalisation boursière serbe, a annoncé Aleksandar Vucic.

«C'est probablement l'une des nouvelles les plus difficiles de ces dernières années. La nouvelle selon laquelle les États-Unis imposeront des sanctions complètes contre NIS dans quelques jours en raison de la propriété russe a été confirmée», a-t-il déclaré le 13 décembre sur la chaîne TV Informer.

Le président serbe a ajouté que le Royaume-Uni se serait également joint à cette initiative américaine. Ces présumées sanctions pourraient entrer en vigueur à compter du 1er janvier, a précisé Aleksandar Vucic. *«Nous discutons avec les Russes et l'une des solutions consiste à réduire la participation russe dans NIS à 50%»*, a-t-il précisé, ajoutant que la situation était très grave.

La chaîne N1, affiliée à CNN, citant des données du registre central des valeurs mobilières, a rapporté que la société russe Gazprom Neft détenait 50% des actions de NIS, la Serbie 29,87% et Gazprom 6,15%.

De son côté, une agence de presse française a souligné que NIS était «le seul fournisseur de gaz de la Serbie» et «le propriétaire majoritaire des deux gazoducs qui transportent le gaz depuis la Russie». Un or bleu notamment acheminé via l'oléoduc TurkStream, qui traverse la mer Noire et la Bulgarie, contournant l'Ukraine.

«En tant que président de la Serbie et président du Conseil national de sécurité, je ne suis pas prêt pour l'instant à parler de sanctions potentielles contre Moscou», a déclaré Aleksandar Vucic, cité ce 14 décembre par la radio-télévision serbe, défendant une «politique sérieuse» et «responsable» menée depuis trois ans par Belgrade.

Le président serbe se confie régulièrement, dans les médias, sur les pressions exercées par les chancelleries occidentales pour que son pays s'aligne sur les sanctions antirusses.